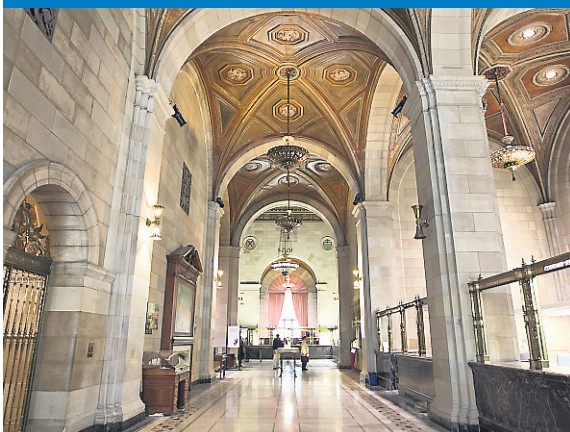


INDUSTRIE
DU SPECTACLE
**LE CIRQUE
DU SOLEIL
DANS LE TOP 10
MONDIAL**
PAGE 6
←



BANQUES
**LES TRÉSORS DE
LA RUE SAINT-JACQUES**
NOTRE DOSSIER EN PAGES 2 ET 3
←

↑ **S&P TSX**
11 571.19
+50.01 (+0.43%)

↑ **S&P 500**
1363.67
+10.03 (+0.74%)

↑ **DOW JONES**
12 805.54
+78.33 (+0.62%)

↑ **PÉTROLE**
89.22\$US
+0.79\$US (+0.89%)

↑ **DOLLAR**
98.76
+0.21¢US

HÉROUX-DEVTEK VEUT GÂTER SES ACTIONNAIRES



JEAN-PHILIPPE DÉCARIE

Quand les marchés ne vous récompensent pas comme ils le devraient, il faut alors trouver une façon de se récompenser soi-même. Voilà exactement ce qu'a décidé de faire Héroux-Devtek, fabricant de trains d'atterrissage de Longueuil, qui a annoncé hier la vente de ses activités de produits industriels et d'aérostructure pour la somme nette de 230 millions de dollars.

Ces activités de fabrication de pièces d'avions et d'hélicoptères ou de composants de turbines d'éoliennes, que Héroux-Devtek a cédées à l'entreprise américaine Precision Castparts pour 300 millions, avaient été développées à partir des années 2000 lorsque l'entreprise souhaitait se positionner comme intégrateur dans le secteur de l'aéronautique. Héroux-Devtek se départ de cinq usines, à Dorval, Queretaro

au Mexique, Arlington au Texas et deux usines à Cincinnati en Ohio. Ces actifs génèrent des revenus annuels de 130 millions et occupent 550 travailleurs.

Ces activités venaient s'ajouter à l'activité principale du groupe qui est la conception, la fabrication et le service après-vente de trains d'atterrissage d'avions commerciaux et militaires, une activité qui emploie 1000 personnes et qui génère des revenus de 250 millions.

Depuis la crise de 2009, Héroux-Devtek a considérablement amélioré sa situation financière. En deux ans, ses ventes ont progressé de façon notable, ses profits d'exploitation ont pratiquement doublé de même que son bénéfice net et, pourtant, la valeur de son action n'a jamais reflété l'ampleur de ce redressement.

Voir **HÉROUX-DEVTEK** en page 4

✚ LIRE AUSSI LA CHRONIQUE
LES MARCHÉS EN PAGE 9

Gilles Labbé, président de Héroux-Devtek

PHOTO FRANÇOIS ROY, PHOTOMONTAGE LA PRESSE

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES

La Banque du Canada fait un pas en arrière

RUDY LE COURS

Devant la multiplication d'indicateurs qui témoignent d'un ralentissement de l'expansion, la Banque du Canada estime désormais que l'économie ne fonctionnera à plein rendement qu'au second semestre de l'an prochain.

Cela reporte de quelques mois une hausse de son taux directeur. En avril, elle croyait que les capacités excédentaires auraient été comblées au printemps prochain et commençait à prévenir les marchés qu'une hausse du loyer de l'argent était à l'horizon.

En fixant pour la 15^e fois d'affilée hier son taux directeur à 1%, les autorités monétaires ont conséquemment réduit leurs prévisions de croissance pour l'année en cours et 2013. Cette année, l'expansion devrait être

contenue à 2,1% pour s'accélérer quelque peu en 2013 à 2,3%, à la faveur d'un raffermissement de la croissance au second semestre.

En avril, les autorités monétaires tablaient sur une expansion de 2,4% pour 2012 et 2013 et de 2,2% en 2014.

« En réitérant son désir de serrer la vis, la Banque signale qu'elle n'a aucunement l'intention de suivre le courant d'assouplissement de plusieurs autres banques centrales. » — Douglas Porter, économiste

Cette fois-ci, elles pensent que l'accélération de la croissance va se poursuivre pour atteindre un rythme annuel de 2,5% en 2015.

« En réitérant son désir de serrer la vis, la Banque signale qu'elle n'a

aucunement l'intention de suivre le courant d'assouplissement de plusieurs autres banques centrales, précise Douglas Porter, économiste en chef désigné chez BMO Marchés des capitaux. Cela, dit-il, est fort peu probable qu'elle passe de la parole aux actes. »

Le mois dernier, la Banque centrale européenne, la Banque d'Angleterre, la Banque populaire de Chine et la Réserve fédérale américaine ont toutes annoncé des mesures d'assouplissement.

Hier encore, le président de la Fed,

Ben S. Bernanke, a réitéré qu'il pourrait encore assouplir sa politique si la conjoncture le justifie, sans fournir toutefois le moindre indice du type de mesure envisagée.

« La consommation et les investissements des entreprises devraient être les principaux moteurs de la croissance à la faveur de conditions financières très expansionnistes au Canada », lit-on dans le communiqué faisant part de la décision de la Banque.

Voilà pourquoi elle réitère qu'il se peut qu'une réduction modeste de la détente monétaire considérable actuellement en place au Canada devienne appropriée à condition que l'expansion se poursuive et que l'offre excédentaire se résorbe.

Voir **PAS** en page 4

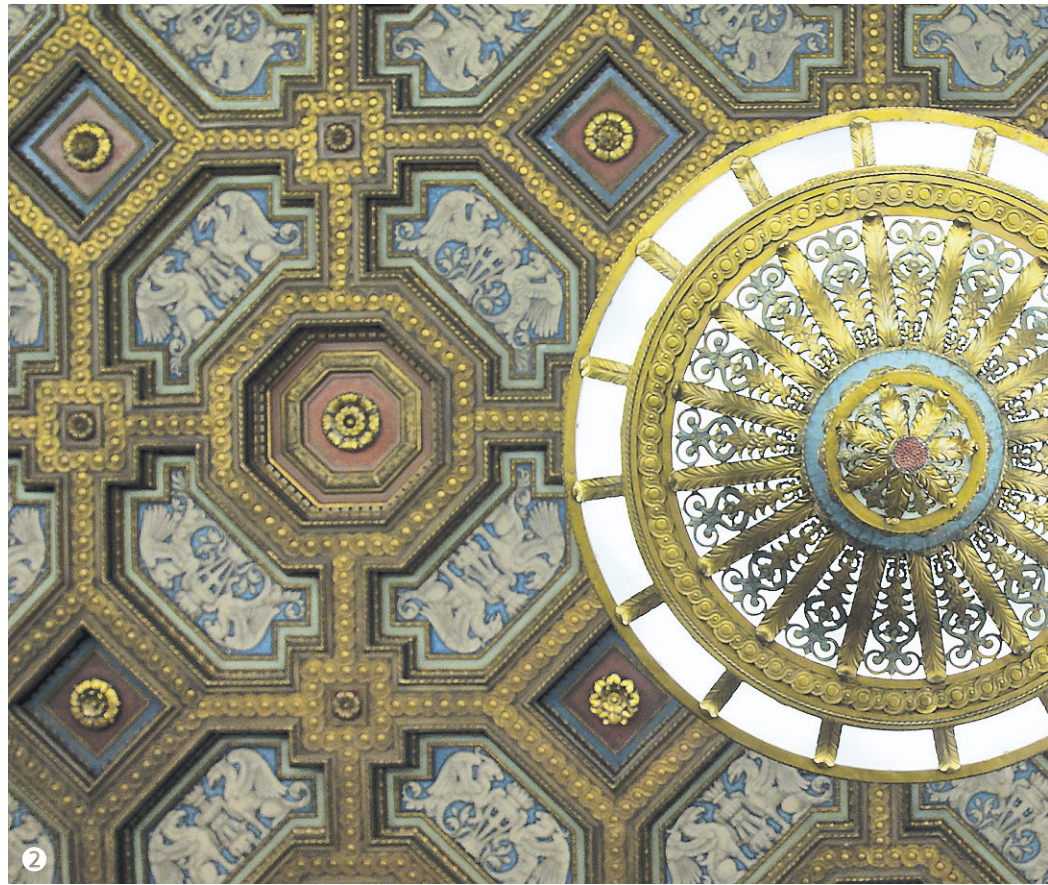


Le Québec qui gagne

Un cahier spécial à lire samedi

LA PRESSE
COMME VOUS L'AIMEZ

BANQUES LES TRÉSORS DE LA RUE SAINT-JACQUES



QUEL AVENIR POUR LES SUCCURSALES BANCAIRES HISTORIQUES?

L'influent carrefour financier que fut la « rue Saint-Jacques » au siècle dernier est inscrit pour de bon dans l'histoire économique de Montréal. Mais alors que des gens d'affaires montréalais voient cela avec nostalgie, d'autres s'intéressent aux trésors architecturaux dont on a hérité de cette époque. Au point d'y investir des millions de dollars en rénovations tout en respectant les normes historiques de ces bâtiments. Notre journaliste s'est intéressé au sort réservé aux succursales bancaires les plus prestigieuses de la rue Saint-Jacques.



ANDRÉ DUBUC

Vendredi dernier, la vingtaine d'employés de la Banque Royale au 360, rue Saint-Jacques a quitté la succursale historique pour de bon.

Véritable temple de la finance, l'ancien siège social de la Royale, tout comme la succursale de la CIBC de l'autre côté de la rue Saint-Jacques, connaîtront une seconde vie. La nouvelle vocation est pour l'instant inconnue, mais le défi de leur conversion n'en reste pas moins grand que dans le cas des temples religieux.

« Je travaille à la sauvegarde de certaines églises. Les banques font face aux mêmes problèmes que les églises. Ce sont deux temples », dit Georges Coulombe, propriétaire du 360, Saint-Jacques depuis 12 ans.

Ce temple de l'argent a abrité le siège social de la plus grande banque canadienne de 1928 jusqu'à l'ouverture de la Place Ville-Marie, en 1962. La banque y a toutefois maintenu sa magnifique succursale, jusqu'à cette année.

Son intérieur se compose d'un axe central monumental qui conduit à la grande salle des guichets, dont la forme et le volume s'inspirent d'une basilique civile romaine.

Les éléments décoratifs, planchers et comptoirs de marbre, les grilles en bronze doré, les caissons en feuille d'or du plafond, les portes de bronze des ascenseurs soulignent la prospérité de l'entreprise. Deux monuments en marbre honorent les employés de la banque morts sur les champs de bataille.

« La banque n'utilisait plus que 20 % des 23 000 pieds carrés de la succursale. Pendant deux ans, on a examiné de fond en comble la possibilité d'y transférer des services additionnels, malheureusement ça ne s'est pas révélé intéressant pour la banque », précise Raymond Chouinard, porte-parole. À la place, l'institution financière a ouvert le 16 juillet une nouvelle succursale à la Place Victoria, d'un genre nouveau, unique au Québec.

La conversion des temples: un beau défi

M. Coulombe s'est donc mis à la recherche d'un nouveau locataire, « un beau défi », de son propre aveu. Ça se fait ailleurs. À Toronto, par exemple, une magnifique succursale datant de

1888 de la BMO, en plein centre-ville, abrite le Temple de la renommée du hockey depuis 1993.

« Essayer d'amener un autre locataire, ça prend de l'imagination de la part du locateur et du locataire, qui ne s'imaginent pas ici, même si l'espace s'aménage facilement pour des gens de création », dit celui qui travaille en parallèle à la conversion de l'église du Très-Saint-Nom-de-Jésus, dans le quartier Maisonneuve, qu'il cherche à transformer en un lieu collectif de diffusion.

En mai dernier, M. Coulombe a convié les courtiers de la métropole à un happening pour leur montrer ses idées de conversion. Le plan A est de transformer la succursale bancaire en bureaux. L'espace, composé d'une allée centrale et de deux ailes latérales, pourrait au besoin se subdiviser en trois locaux: un local principal de 14 000 pieds carrés et deux locaux

Selon nos informations, l'immeuble a fait l'objet d'une offre d'achat qui a été acceptée par le vendeur. Il ne reste plus qu'à passer chez le notaire, ce qui devrait se faire d'ici la fin de l'été.

On ne connaît pas l'identité de l'acheteur. L'acte de vente de novembre 2010 y proscrit l'installation d'une banque ou d'une institution financière concurrente. Même les guichets automatiques sont interdits. L'obligation vaut pour les propriétaires ultérieurs, le cas échéant. L'inscription Bank of Commerce sur la frise (l'institution a pris le nom de CIBC en 1961 après une fusion) doit aussi être préservée. La famille Bitton ne nous a pas rappelés.

Construit de 1907 à 1909, l'immeuble aux six colonnes colossales fait l'objet d'un avis d'intention de classement comme bien culturel de la part de la ministre de la Culture, Christine St-Pierre, le 3 mai dernier. Un tel statut

« Je travaille à la sauvegarde de certaines églises. Les banques font face aux mêmes problèmes que les églises. Ce sont deux temples », dit Georges Coulombe, propriétaire immobilier dans le Vieux-Montréal.

accessoires de 4500 pieds carrés. L'utilisation de cloisons vitrées permettrait de garder intact le coup d'oeil d'ensemble.

Pour attirer des locataires, le proprio propose un loyer annuel de 30 à 35 \$ brut (incluant les frais et les taxes) par pied carré, comparativement à du 40 à 50 \$ au centre-ville. M. Coulombe met aussi de l'avant la certification écoénergétique LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) de l'immeuble. Le 360, Saint-Jacques est devenu le premier immeuble LEED du Vieux-Montréal. Ce fait d'armes a nécessité des investissements de près de 3 millions de dollars afin d'équiper le bâtiment de systèmes de ventilation et climatisation performants sur le plan énergétique. L'immeuble achète de l'énergie verte et tient un registre des gaz à effet de serre qu'il produit. Des compteurs d'eau ont été installés.

Plusieurs courtiers croient que la certification LEED deviendra une exigence des locataires, au même titre que la climatisation des locaux.

La succursale de la CIBC revendue sous peu

Pour ce qui est d'un autre temple de la finance, la succursale de la Banque canadienne impériale de commerce (CIBC) au 265, rue Saint-Jacques, son avenir paraît plus incertain encore. La banque l'a vendue 3 150 000 \$ en novembre 2010 à une société à numéro appartenant à la famille Bitton, conceptrice des Jeans Buffalo. Celle-ci l'a remise sur le marché à la fin de 2011 et demandait 5,7 millions.

oblige le propriétaire à demander la permission avant d'entreprendre des travaux et d'avertir la ministre 60 jours avant sa vente. L'immeuble ne peut non plus être vendu à un étranger sans obtenir au préalable la permission de la ministre. En contrepartie, son propriétaire est admissible à des subventions.

La ministre motive sa décision par le fait que l'immeuble est l'œuvre des architectes Darling and Person, une firme marquante de Toronto, et par le fait que, parmi les grandes institutions bancaires de Montréal, peu de bâtiments ont conservé leur décor intérieur d'origine.

1 265, RUE SAINT-JACQUES
SUCCURSALE DE LA BANQUE CIBC
JUSQU'EN AVRIL 2010
Années de construction: 1907-1909
Architectes: Darling & Pearson
PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

2 360, RUE SAINT-JACQUES
SIÈGE SOCIAL DE LA BANQUE ROYALE DE 1928 À 1962
SUCCURSALE DE LA BANQUE ROYALE (RBC) JUSQU'EN JUILLET 2012
Années de construction: 1926-1928
Architectes: York & Sawyer
PHOTOS HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE

3 119, RUE SAINT-JACQUES
BANQUE DE MONTRÉAL (BMO)
SUCCURSALE PRINCIPALE ET DIRECTION RÉGIONALE POUR LE QUÉBEC
Années de construction: 1845-1847
Architectes: John Wells et McKim, Mead and White
PHOTOS HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE



BANQUES LES TRÉSORS DE LA RUE SAINT-JACQUES



La Banque de Montréal est là pour de bon

ANDRÉ DUBUC

Jamais deux sans trois, dit le dicton. Mais, ça ne sera pas le cas cette fois-ci. La Banque de Montréal restera à la place d'Armes, assure la direction régionale de l'institution financière qui fêtera son 200^e anniversaire en 2017.

Contrairement aux succursales de la Royale et de la CIBC, celle de la Banque de Montréal a l'avantage de faire partie d'un complexe constituant son principal établissement au Québec avec 1500 employés. Le premier vice-président pour le Québec, François Hudon, y a aussi son bureau, de même que L. Jacques Ménard, président de BMO Groupe financier au Québec.

« Ça ne va pas déménager. Ça demeure dans nos plans de rester ici », assure Alan Desnoyers, vice-président, région de Montréal, Services aux particuliers, qui occupe l'ancien bureau du grand patron de la banque et que nous avons rencontré en juin.

Différentes fonctions de siège social pour l'est du Canada s'y trouvent également. Mais le gros de l'effectif est concentré au centre d'appels qui traite les services bancaires, les cartes de crédit et les placements. Elle fonctionne 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, et ses 800 employés répondent aux clients dans les deux langues officielles du pays.

Pour ce qui est de la succursale, dont l'architecture s'inspire à la fois d'une banque d'Édimbourg et du panthéon de Rome, elle emploie 30 personnes aux services aux particuliers, dont 10 directeurs de services financiers et 4 planificateurs financiers, ce qui fait d'elle la plus grande succursale de BMO au Québec. Deux équipes commerciales d'une quarantaine de personnes au total complètent son effectif.

Construite de 1845 à 1847, et agrandie par la suite, la succursale principale de Montréal a été aménagée en fonction des besoins d'une société sans ordinateur ni guichet automatique. « À l'époque les caissiers – c'était tous des hommes –, étaient dans des cages avec de la grosse broche et le revolver sur le comptoir pour des raisons de sécurité », se rappelle Alain Jarry, ancien patron de la banque pour le Québec, pour laquelle il a travaillé pendant 40 ans, de 1958 jusqu'à sa retraite en 1998.

« Les vendredis, on revenait du lunch avec nos gros cigares », ajoute-t-il, lui qui a connu l'époque où une belle calligraphie était un critère d'embauche.

Quatrième banque au pays par la taille de l'actif, BMO compte 143 succursales au Québec, dont 57 dans la région de Montréal.

À la suite d'investissements de 16 millions en cinq ans, le complexe de la Place-D'Armes, qui loge un musée, sera fin prêt pour les festivités entourant le bicentenaire de la plus vieille banque au pays dont la fondation remonte à 1817.



Audi  Vorsprung durch Technik

Magnifique. Séduisante. Irrésistible. Et nous ne parlons que de l'offre.



A7 quattro^{MD}

LOCATION À PARTIR DE **899 \$** par mois avec acompte de 6 485 \$

TAUX DE LOCATION **3,9%** pour 36 mois

A6 quattro^{MD}

LOCATION À PARTIR DE **749 \$** par mois avec acompte de 6 665 \$

TAUX DE LOCATION **3,9%** pour 39 mois

Les adjectifs faisant l'éloge de cette offre sont nombreux. Mais parions qu'en découvrant l'incomparable traction intégrale quattro^{MD} de l'ultra légère Audi A6, ou encore de la Audi A7, notre luxueux coupé 5 portes muni d'un V6 suralimenté de 3.0 litres, vous serez à court de mots. Visitez votre concessionnaire Audi dès aujourd'hui.

L'OFFRE PREND FIN LE 31 JUILLET 2012.

AUDI POPULAR
5442, rue Saint-Hubert
Montréal
T: 514.270.3566
audi.ca/popular

AUDI LAUZON
2435, boul. Chomedey
Laval
T: 450.688.1120
audi.ca/lauzon

AUDI NIQUET
1917, boul. Sir-Wilfrid-Laurier, route 116
Saint-Bruno
T: 450.653.7553
audi.ca/niquet

PARK AVENUE AUDI
9800, boul. Taschereau
Brossard
T: 450.445.4811
audi.ca/park-qc

PRESTIGE AUDI
5905, route Transcanadienne
Saint-Laurent
T: 514.364.7777
audi.ca/prestige

PRESTIGE AUDI (WEST)
4600A, boul. Saint-Jean
Dollard-Des-Ormeaux
T: 514.426.7777
audi.ca/prestige-west

© Audi Canada 2012. Les offres se terminent le 31 juillet 2012 et peuvent être modifiées ou annulées sans préavis. Commande du concessionnaire ou échange peut être nécessaire. Sélection de modèles selon disponibilité. *Offres de location d'une durée limitée offertes par Audi Finance sur approbation de crédit sur les modèles A7 3.0 TFSI Premium quattro 2012 avec boîte de vitesse Tiptronic – terme de 36 mois / A6 Premium 3.0 TFSI quattro 2012 avec boîte de vitesse Tiptronic – terme de 39 mois. Dépôt de sécurité: 1 040 \$ / 870 \$. Le PDSF de base d'une Audi A7 3.0 TFSI Premium quattro 2012 avec boîte de vitesse Tiptronic / A6 Premium 3.0 TFSI quattro 2012 avec boîte de vitesse Tiptronic est respectivement de 70 695 \$ / 60 895 \$, y compris prépaiement et transport (1 995 \$) et taxe sur le climatiseur (100 \$). Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Montant total dû au début du bail: Acompte de 6 485 \$ / 6 665 \$ (ou échange équivalent), droits environnementaux pour les pneus (15 \$) et frais d'inscription jusqu'à 46 \$ au Registre des droits personnels et réels mobiliers. Taxes, immatriculation, assurances et autres options en sus. Frais de 0,35 \$/km / 0,30 \$/km pour le kilométrage supérieur à 16 000 km par an assumés par le locataire. Modèle européen montré avec équipements en option pouvant ne pas être disponibles au moment de l'achat. « Audi », « A6 », « A7 », « TFSI », « quattro », « Vorsprung durch Technik » et l'emblème des quatre anneaux sont des marques déposées de AUDI AG. Bluetooth est une marque déposée de Bluetooth SIG, Inc. Pour en savoir plus sur Audi, visitez votre concessionnaire, composez le 1 800 367 AUDI ou visitez-nous au www.audi.ca.

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

AUJOURD'HUI

Mises en chantier (É.-U.)	juin: 5,2% mai: -4,8%
Bank of America	BPA 2T: 15,5 \$US
eBay	BPA 2T: 55,5 \$US
Honeywell	BPA 2T: 1,12 \$US

LUNDI 23 JUILLET

Brookfield Canada	BPA 2T: 37 \$US
Coca-Cola	BPA 2T: 73 \$US
Crane	BPA 2T: 94 \$US
Halliburton	BPA 2T: 75 \$US
McDonald's	BPA 2T: 1,38 \$US

Source: Bloomberg

POUR NOUS JOINDRE

DEMAIN

Ind. de la Fed de Philadelphie (É.-U.)	juillet: -6,7% juin: -16,6%
Ventes maisons existantes (É.-U.)	juin: 2,2% mai: -1,5%
Shoppers Drug Mart	BPA 2T: 70 \$US

MARDI 24 JUILLET

AT & T	BPA 2T: 63 \$US
Apple	BPA 3T: 10,43 \$US
Bell Aliant	BPA 2T: 43 \$US
Rogers Comm.	BPA 2T: 86 \$US
Six Flags	BPA 2T: 73 \$US

VENDREDI 20 JUILLET

Baker Hughes	BPA 2T: 78 \$US
General Electric	BPA 2T: 37 \$US
Schlumberger	BPA 2T: 1,00 \$US
Xerox	BPA 2T: 26 \$US

MERCREDI 25 JUILLET

Ventes de maisons neuves (É.-U.)	juin: 0,3% mai: 7,6%
Canadien National	BPA 2T: 1,46 \$US
Canadien Pacifique	BPA 2T: 89 \$US
Loblaw	BPA 2T: 61 \$US

SUDOKU

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations: www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

7	4	8	3		2		1	
					1	9		
9			8			2		
6	5							
3		1		4			2	7
			9			4		
					8			3
						1		2
8			6					

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

8	1	3	2	4	6	5	9	7
2	9	5	1	8	7	6	4	3
6	7	4	9	3	5	2	8	1
9	4	6	8	5	3	1	7	2
3	2	1	7	9	4	8	6	5
5	8	7	6	1	2	9	3	4
1	3	9	5	7	8	4	2	6
4	5	2	3	6	9	7	1	8
7	6	8	4	2	1	3	5	9

Niveau de difficulté : DIFFICILE

2340

Par Fabien Savary

2339

ÉTATS-UNIS

Bernanke admet que la croissance s'affaiblit

MARC JOURDIER
AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Le président de la banque centrale des États-Unis (Fed), Ben Bernanke, a reconnu hier à Washington que la croissance économique américaine s'était encore affaiblie au printemps et que les perspectives d'amélioration sur le front du chômage étaient plutôt moroses.

«Les données économiques disponibles indiquent une croissance encore plus faible au deuxième trimestre» qu'au premier, où celle-ci n'a atteint officiellement que 1,9%, a déclaré M. Bernanke au cours d'une audition au Capitole.

La reprise économique du pays «continue d'être entravée par un certain nombre de vents contraires, parmi lesquels les conditions d'attribution du crédit toujours difficiles auxquelles se heurtent certaines entreprises et certains ménages [...] et les effets contraignants de la politique budgétaire et de l'incertitude entourant



PHOTO JIM BOURG, ARCHIVES REUTERS

Le Congrès américain ne s'est toujours pas mis d'accord sur un plan de retour à l'équilibre budgétaire à long terme et de stabilisation de la dette publique américaine.

l'évolution des comptes publics», a-t-il dit.

« Ces vents contraires devraient s'affaiblir avec le temps, et permettre à

être désespérément lente», a ajouté M. Bernanke.

Le taux de chômage officiel des États-Unis est remonté en mai pour la première fois en un an pour s'établir à 8,2%, niveau qu'il a conservé en juin.

Selon le président de la Réserve fédérale, deux écueils principaux menacent la reprise: «la crise budgétaire et bancaire de la zone euro» et «la situation budgétaire des États-Unis».

M. Bernanke a exhorté une nouvelle fois les parlementaires à faire disparaître ce second risque en s'attaquant «aux déficits budgétaires de la nation d'une façon qui prenne en compte le besoin de viabilité des comptes publics à long terme et la fragilité de la reprise».

Il tient ce discours aux élus depuis plus de deux ans, sans succès, puisque le Congrès ne s'est toujours pas mis d'accord sur un plan de retour à l'équilibre budgétaire à long terme et de stabilisation de la dette publique américaine, laquelle

atteint désormais 100% du produit intérieur brut (PIB).

Le président de la Fed s'inquiète tout particulièrement du «mur budgétaire» (*fiscal cliff*), expression désignant ce qui risque de se produire sans accord d'ici à la fin de l'année sur la façon de réduire la dette publique: la fin d'un certain nombre de mesures de relance et de réductions d'impôt, et l'entrée en vigueur de baisses automatiques des dépenses publiques.

Dans ce cas, on risque une nouvelle «récession», a affirmé M. Bernanke.

Selon une étude publiée hier par le professeur d'économie Stephen Fuller, de l'Université George Mason, le taux de chômage remonterait de 1,5 point de pourcentage si l'économie devait heurter de plein fouet le «mur budgétaire».

Sur la situation de la zone euro, le chef de la Fed a estimé qu'en dépit des mesures récentes annoncées par les Européens, la situation déjà «très tendue» du Vieux Continent pouvait se dégrader encore.

La Banque du Canada fait un pas en arrière

PAS

suite de la page 1

Elle voit souffler des vents adverses sur l'économie canadienne. Il y a le ralentissement plus prononcé que prévu de la croissance dans les économies émergentes, l'expansion plus faible de l'économie américaine de même que la crise européenne.

Tout cela a pour effet de diminuer les prix des biens de base que le Canada exporte, si bien que l'effet de richesse associé à des prix forts va s'évanouir. La Banque s'attend aussi à un atténuement de l'activité dans le secteur de l'habitation.

La Banque du Canada s'attend aussi à un atténuement de l'activité dans le secteur de l'habitation.

En outre, l'affaiblissement de l'économie mondiale entrave les exportations qui vont se maintenir «en deçà du sommet atteint avant la récession jusqu'au début de 2014».

Déjà, la balance commerciale s'est détériorée en avril et mai tandis que les ventes des manufacturiers ont reculé en mai pour la quatrième fois en cinq mois, selon les données de Statistique Canada. L'agence fédérale précise en outre que la valeur des nouvelles commandes est restée stable tandis que celle des stocks

a atteint le plus haut niveau depuis janvier 2009, alors que la récession faisait rage.

Tout cela aura pour effet de diminuer les pressions inflationnistes. L'indice des prix à la consommation, qui a progressé de 1,2% en mai, devrait rester «sensiblement en deçà de la cible de 2% dans l'année à venir» tandis que l'indice de référence, qui exclut huit composantes très volatiles tels l'essence, les fruits et les légumes, devrait osciller aux environs de 2%.

«L'inflation est très inférieure à la cible de la Banque, le gouvernement fédéral a resserré récemment les règles hypothécaires et l'écart de production se maintiendra

jusqu'au deuxième trimestre de 2013: il n'y a donc clairement aucune urgence pour un resserrement de la politique monétaire au Canada», jugent Stéphane Marion et Krishen Rangasamy, économistes à la Banque Nationale.

Ce matin, la Banque publiera son Rapport sur la politique monétaire dans lequel on trouvera tous les détails de la mise à jour de son scénario économique qui justifie le maintien de son taux directeur à 1% pendant encore plusieurs mois.

Héroux-Devtek veut gêner ses actionnaires

HÉROUX-DEVTEK

suite de la page 1

«En vendant nos activités de produits industriels et d'aérostructure, on récolte 230 millions net, c'est exactement la valeur de notre capitalisation boursière d'hier. Depuis deux ans, notre valeur boursière est inférieure à la valeur comptable de l'entreprise», explique, un peu désabusé, Gilles Labbé, PDG de Héroux-Devtek, en entrevue à *La Presse*.

«Trois éléments composent une entreprise. Ses clients, ses employés et ses actionnaires. Il était temps que l'on s'occupe du dernier groupe qui ne profite pas de nos réalisations parce que le marché ne les reconnaît pas», poursuit Gilles Labbé.

À cet égard, on peut déjà dire mission accomplie, puisque le titre de Héroux-Devtek a tout simplement décollé hier dans la foulée de l'annonce de la vente des actifs pour gagner 32,7%, à 10,42\$, et enfin sortir de sa torpeur des deux dernières années.

Dividendes

Il faut dire que les investisseurs qui se sont rués hier sur le titre du fabricant rêvent de toucher une part du butin de 230 millions que va bientôt engranger Héroux-Devtek. Si l'entreprise décide de verser un dividende, c'est près de 7\$ par action que les actionnaires pourraient récolter.

Mais rien n'est joué encore quant à ce que va décider le conseil d'administration de Héroux-Devtek quant à la disposition des 230 millions. Gilles Labbé n'écarte pas l'idée de renforcer la position de troisième acteur mondial qu'occupe son entreprise – derrière Goodrick et Messier-Dowty – dans la conception et la fabrication de trains d'atterrissage en réalisant des acquisitions stratégiques.

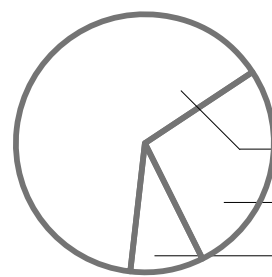
«On se donne un an pour décider ce que l'on va faire.

Héroux-Devtek en chiffres

Exercice clos le 31 mars

(en millions de dollars, sauf les données par action)

	2012	2011
REVENUS	380,3	357,6
PROFIT NET	26,5	19,1
PROFIT PAR ACTION	0,86	0,63

Secteurs d'activité/
part des revenusTRAINS D'ATTERRISSEMENT: **64%**AÉROSTRUCTURE: **27%**INDUSTRIEL: **9%**

493 millions

Carnet de commandes

(31-03-2012)

On peut gêner nos actionnaires en leur versant un dividende, mais on peut aussi les gêner en amenant leur entreprise à un niveau supérieur», suppute pour sa part Réal Bélanger, chef de la direction financière d'Héroux-Devtek.

La transaction que vient de conclure Gilles Labbé n'est pas sans rappeler celle qu'avait réalisée le groupe Laperrière et Verreault en 2007 lorsque l'entreprise avait vendu toutes ses activités de procédés industriels au groupe danois FLSMidt pour 840 millions. Laperrière et Verreault avait versé un dividende spécial de 33\$ par action aux actionnaires de son groupe, permettant ainsi à son fondateur, Laurent Verreault, de monétiser 50 millions dans l'opération.

Cela fait maintenant 40 ans que Gilles Labbé consacre tout

son temps et toutes ses énergies à faire grandir Héroux-Devtek, dont il est le PDG depuis 1989. À coups d'acquisitions, d'innovations, d'un démarchage incessant auprès d'une multitude de clients partout dans le monde, il a derrière lui 40 années de travail acharné.

En décidant d'utiliser les 230 millions à titre de dividendes pour les actionnaires du groupe, Gilles Labbé pourrait encaisser quelque 25 millions et poursuivre quand même la croissance de Héroux-Devtek dans son secteur d'excellence.

On verra comment le conseil d'administration va trancher le débat. Mais, hier matin, Gilles Labbé m'assurait qu'il ne prévoyait pas réaliser de grosses rénovations sur sa maison. Le dividende pourrait donc attendre.

AFFAIRES
700

715 FINANCEMENT

1-514-241-7000 **Secur Finance**
Prêts hyp.: rés., locaux, comm., construction
www.securfinance.com

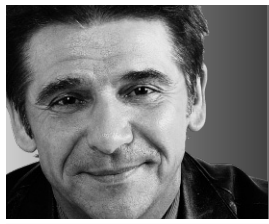
1^{ère} / 2^e HYPOTHÈQUE ET CONSTRUCTION
Commercial • Industriel • Résidentiel
DENCOL, 514-342-1356 (agent protégé)

BIEN BELLE SOIRÉE

ARTS

Tous les jours dans *La Presse*

Quand ça « RIM » avec spéculation



MICHEL GIRARD
CHRONIQUE

C hose certaine, la haute direction de Research in Motion (RIM) ne peut pas compter sur les analystes des maisons de courtage pour voir son titre se redresser en Bourse. Le titre est tombé sous la barre des 7,00\$ hier, son plus bas niveau des neuf dernières années.

Sur les 47 analystes qui suivent cet ancien fleuron de la Bourse, 19 n'en recommandent rien de moins que la vente. Et les 28 autres analystes se contentent de placer RIM dans la liste des titres « À conserver », sans plus. Et entre nous, quand un titre se ramasse dans cette liste du service de recherche d'une maison de courtage, il faut comprendre que c'est une façon polie de dire aux investisseurs intéressés de vraiment prendre leur mal en patience avec ce titre. Sinon, vendez-le si vous en détenez, ou attendez avant d'en acheter.

Quand un analyste croit réellement dans le potentiel boursier d'un titre, rappelez-vous qu'il a le choix: il l'intègre dans sa liste des recommandations d'achat ordinaire (*buy*) ou mieux

encore, dans sa liste des recommandations exceptionnelles (*strong buy*).

Comme prix cible pour les 12 prochains mois, les analystes des firmes de courtage visent un cours moyen de 7,91\$. L'action de RIM se négocie présentement autour des 6,95\$ pièce, son plus bas niveau depuis août 2003.

Il y a à peine quatre ans, en juin 2008, RIM avait touché les 149,90\$, pour une capitalisation boursière de quelque 85 milliards de dollars. Aujourd'hui, à 6,95\$ l'action, la capitalisation boursière de RIM a fondu à seulement 3,6 milliards.

L'action de RIM a ainsi dégringolé de 95%. Faute d'avoir l'appui des analystes des maisons de courtage, est-ce que Research in Motion peut tout de même représenter un quelconque intérêt boursier?

Compte tenu de la déprime boursière, dont est actuellement victime RIM, il est impossible de prévoir jusqu'où l'action peut tomber avant de trouver un bon soutien technique. Bien entendu, les prochains résultats financiers et le lancement (avec succès ou

pas) du nouveau BlackBerry s'avèreront primordiaux pour la redressement ou non de RIM en Bourse.

Le seul intérêt que présente actuellement RIM pour les investisseurs en est un de pure spéculation. Face à un tel scénario, le spéculateur peut utiliser diverses stratégies, selon le niveau de risque qu'il est prêt à assumer.

L'investisseur peut vendre à découvert (*shorter*) le titre. Si l'action continue de chuter, il s'enrichira puisqu'il pourra racheter les actions vendues à découvert à prix inférieur. Si le titre monte, il se retrouvera perdant puisqu'il devra racheter des actions à prix plus élevé.

Comme prix cible pour les 12 prochains mois, les analystes des firmes de courtage visent un cours moyen de 7,91\$. L'action de RIM se négocie présentement autour des 6,95\$ pièce, son plus bas niveau depuis août 2003.

D'autre part, l'investisseur peut simplement acheter un bloc d'actions au cours actuel. Si le titre baisse, il en sera quitte pour encaisser une perte en capital. Si le titre monte, il encaissera un éventuel gain en capital.

Autre stratégie spéculative: acheter des options d'achat si on croit que le titre va grimper au fil des prochains mois ou

acheter des options de vente si on anticipe une autre baisse du cours de l'action de RIM. Pour ce faire, il faudra payer une prime.

Hier matin par exemple, pour les options échéant en décembre 2012, on pouvait se procurer une option d'achat avec prix de levée à 7,00\$ pour une prime de 1,20\$ et une option de vente au même prix de levée pour une prime également de 1,20\$.

Pour faire de l'argent avec l'option d'achat, il faudra que le titre dépasse d'ici décembre le prix de 8,20\$ (prix de levée de 7,00\$ + prime payée de 1,20\$ pour l'option).

Dans le cas de l'option de vente, le détenteur fera de

couvrir un lot de 100 actions. Si la prime indiquée est 1,20\$ l'option, il faut savoir que l'on parle ici d'un débours de 120\$ pour cette option puisqu'elle couvre 100 actions.

Vous aimeriez jouer plus prudemment? Il y a moyen d'investir dans l'achat d'actions de Research in Motion tout en optant pour une stratégie conservatrice. Comment? En protégeant son bloc d'actions par l'entremise d'un bloc d'options de vente.

Exemple. Vous détenez 1000 actions de RIM, que vous payez 7,00\$. Vous pourriez acheter 10 options de vente (chacune couvrant 100 actions) pour vous protéger contre une future baisse. On a vu précédemment que l'option de vente de décembre au prix de levée de 7,00\$ se vendait à une prime de 1,20\$. Pour protéger votre bloc de 1000 actions, il vous en coûterait donc 1200\$ de prime.

Si l'action devait considérablement chuter, votre perte se limiterait à 1200\$. Vous pourriez ainsi céder vos actions à 7,00\$. Comme vous avez payé une prime de 1,20\$, il vous restera dans les poches 5,80\$ l'action.

Si, au lieu de descendre, l'action grimpe, vous commencerez à faire un profit lorsqu'elle dépassera les 8,20\$ (votre coût d'achat de 7,00\$ l'action, plus la prime versée de 1,20\$).

Quand on veut spéculer, il y a un prix à payer.

À vos RIM et périls!

CARTES DE CRÉDIT

Les commerçants d'ici veulent les mêmes règles que les Américains

ANDRÉ DUBUC

La pression s'accroît sur les filiales canadiennes de Visa et MasterCard. La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), qui parle au nom de milliers de commerces de détail, demande formellement aux deux réseaux de cartes de crédit d'appliquer au pays les politiques qui entreront en vigueur en 2013 aux États-Unis.

«Je vous écris afin de vous demander de vous engager à adopter volontairement de nouvelles politiques au Canada permettant d'imposer des frais supplémentaires pour les transactions par carte de crédit Visa et MasterCard», dit Dan Kelly, PDG de la FCEI, aux présidents des deux entreprises dans une lettre, dont *La Presse Affaires* a reçu en version française. M. Kelly réclame aussi aux deux réseaux de supprimer la règle obligeant les commerçants à honorer toutes les cartes.

Ces mesures font partie du règlement à l'amiable de 7,25 milliards US intervenu il y a quelques jours dans le cadre d'un recours collectif intenté par un groupe de 7 millions de détaillants.

«Il est impératif, soutient M. Kelly, que les commerçants canadiens aient les mêmes possibilités que leurs concurrents américains lorsque ces nouveaux pouvoirs seront mis en place.»

Dans une déclaration par courriel, Visa Canada ferme

la porte à une éventuelle modification aux règles. «Les accords de règlement annoncés aux États-Unis le 13 juillet 2012 ont une incidence uniquement dans le cas des transactions de crédit américaines. À l'audience du Tribunal de la concurrence, Visa a fait valoir que les mesures de protection interdisant la majoration des prix et imposant l'obligation d'honorer toutes les cartes sont légales, préservent le choix des consommateurs à la caisse

«Il est impératif que les commerçants canadiens aient les mêmes possibilités que leurs concurrents américains lorsque ces nouveaux pouvoirs seront mis en place.»

– Dan Kelly, de la FCEI

et garantissent que les titulaires de carte ne sont pas pénalisés parce qu'ils utilisent leur mode de paiement préféré.»

Visa rappelle que rien n'empêche les détaillants d'accorder des rabais à ceux qui règlent leurs achats en espèces ou par carte de débit.

De son côté, MasterCard Canada attendra la décision du Tribunal de la concurrence avant de changer quoi que ce soit.

Le Bureau de la concurrence du Canada a traîné Visa et MasterCard devant le

tribunal pour faire abroger certaines règles que le Bureau juge anticoncurrentielles. Les audiences se sont terminées le 21 juin. La cour a pris la cause en délibéré.

D'après l'évaluation du Bureau de la concurrence, les commerçants canadiens paient environ 5 milliards chaque année en frais de carte de crédit cachés. Ces frais sont refilés aux consommateurs par des augmentations de prix des produits ou services. Les frais de carte de crédit imposés aux détaillants varient de 1,5% à plus de 3% par achat, plus qu'en Europe et en Australie, mais un peu moins qu'aux États-Unis.

Advenant le refus des réseaux de cartes de crédit de bouger ou encore une décision défavorable du Tribunal, Martine Hébert, vice-présidente de la FCEI pour le Québec, a dit souhaiter que le ministre des Finances du Canada, Jim Flaherty, modifie le Code de conduite volontaire destiné à l'industrie canadienne des cartes de crédit et de débit en vigueur depuis 2010.

«Le pouvoir d'imposer des frais supplémentaires pour les transactions par carte de crédit tout comme le droit de refuser certaines cartes à privilèges avait été demandé par la FCEI dans le cadre de l'élaboration du code de conduite, mais ils n'avaient finalement pas été inclus dans le Code», a dit M^{me} Hébert. En outre, elle souhaite que le ministre y ajoute des dispositions sur les options de paiement mobile.

EN BREF

Yahoo!: bénéfice meilleur que prévu

Le groupe internet américain Yahoo! a publié hier en fin de journée un bénéfice net supérieur aux attentes en dépit d'une baisse de 4% au deuxième trimestre, à 226,6 millions US, assorti d'un chiffre d'affaires en stagnation. Rapporté au nombre d'actions et hors éléments

exceptionnels, le bénéfice s'établit à 27 cents US, alors que les analystes n'en attendaient que 23. Le chiffre d'affaires est globalement stable à 1,08 milliard US. Ces chiffres sont publiés le jour même de la prise de fonctions de la nouvelle directrice générale de Yahoo! Marissa Mayer, 37 ans, venue de chez Google dont elle était l'une des dirigeantes les plus connues.

– AFP

AVIS DE NOMINATION SANOFI CANADA



Jon Fairest
Président-directeur général

Le Groupe Sanofi est fier d'annoncer la nomination de Jon Fairest au poste de président-directeur général de Sanofi Canada (opérations pharmaceutiques).

M. Fairest a rejoint Sanofi au Royaume-Uni en 2001 et il a été à la direction des filiales nationales de Sanofi en Bulgarie, en Finlande et au Portugal. Désormais, il supervisera la transformation de la filiale canadienne de Sanofi visant la création d'une société dont l'offre diversifiée en matière de soins de santé inclura des médicaments brevetés, des produits de santé grand public, des dispositifs médicaux ainsi que des partenariats novateurs avec les intervenants. Il travaillera sous la direction d'Anne Whitaker, présidente, Amérique du Nord, Produits pharmaceutiques.

En plus des opérations pharmaceutiques de Sanofi Canada, le Groupe Sanofi au Canada comprend les sociétés sœurs Sanofi Pasteur (vaccins), Sanofi Santé grand public (santé et beauté), Genzyme (maladies rares) et Merial (santé animale). Ensemble, ces sociétés emploient plus de 1 700 personnes. En 2011, les sociétés Sanofi ont investi 151,7 millions de dollars dans la recherche et le développement au Canada, créant ainsi des emplois, de l'activité économique et des opportunités dans tout le pays.

www.sanofi.ca



Qualité certifiée, plaisir d'été assuré.

C'est le meilleur moment de mettre la main sur une Mercedes-Benz.

Pour une durée limitée, bénéficiez d'un taux de financement de 0,9 % pour 24 mois sur certains modèles d'occasion Certifiés 2008 à 2010.

Vous profiterez également des avantages suivants :

- Confiance : inspection en 150 points
- Garantie : protection Certifiée Étoile allant jusqu'à 6 ans ou 120 000 km
- Tranquillité d'esprit : historique complet de l'entretien de votre véhicule
- Sécurité : assistance routière d'urgence 24 heures sur 24
- Satisfaction : privilège d'échange de 5 jours ou 500 km

Visitez le concessionnaire Mercedes-Benz de votre région ou mercedes-benz.ca pour obtenir plus d'informations.

0,9 %* Pour une période de 24 mois

Luxe. Certifié. Accessible.

Mercedes-Benz

LA PRESSE AFFAIRES

MICHAEL JACKSON: THE IMMORTAL

De nouveaux sommets pour le Cirque

VINCENT BROSSEAU-POULIOT

Un succès financier n'attend pas l'autre au Cirque du Soleil en 2012.

Depuis le début de l'année, son spectacle *Michael Jackson: The Immortal* a été le plus lucratif en Amérique du Nord et le troisième du monde, selon Pollstar. Le Cirque compte 7 de ses spectacles parmi les 50 spectacles les plus lucratifs du monde. À eux seuls, ces sept spectacles du Cirque ont généré des revenus de 215 millions US en six mois à l'échelle mondiale.

Lancé en octobre dernier, le spectacle du Cirque sur le roi de la pop a généré des revenus de 78,5 millions US entre janvier et juin 2012. Il s'agit d'un sommet en Amérique du Nord, devant l'ex-membre de Pink Floyd Roger Waters (61,9 millions) et Van Halen (44,9 millions). À l'échelle mondiale, *Michael Jackson - The Immortal*, présenté uniquement en Amérique du Nord jusqu'à maintenant, a pris le troisième rang derrière Roger Waters (158,1 millions) et Bruce Springsteen (79,9 millions).

Si le Cirque du Soleil ne s'est jamais retrouvé aussi haut dans les palmarès de Pollstar, c'est que *Michael Jackson: The Immortal* est sa première tournée dans les amphithéâtres intérieurs les plus imposants du monde comme le Centre Bell. Les spectacles permanents du Cirque ne sont pas

comptabilisés par Pollstar, le Cirque ne partageant pas ces informations.

« C'est la première fois qu'on peut se mesurer aux grandes vedettes du divertissement, dit Daniel Lamarre, président et chef de la direction du Cirque du Soleil. Beaucoup de gens étaient sceptiques quand on a commencé le projet *Michael Jackson: The Immortal*. Le risque était énorme. C'était notre

« C'était notre premier spectacle rock et, pour ajouter à la complexité, il fallait faire sans la vedette rock. »

– Daniel Lamarre, président et chef de la direction du Cirque du Soleil

premier spectacle rock et, pour ajouter à la complexité, il fallait faire sans la vedette rock. Cette nouvelle expertise nous a permis d'avoir une nouvelle division de services créatifs pour d'autres artistes (dont le premier client est Madonna). »

Ironiquement, parmi les 21 spectacles du Cirque à l'affiche dans le monde, ce n'est pas *Michael Jackson: The Immortal* qui génère le plus de revenus. C'est plutôt le spectacle permanent *O* présenté à l'hôtel Bellagio de Las Vegas, confirme Daniel Lamarre. « Nous présentons

L'industrie mondiale du spectacle

De janvier à juin 2012

TOURNÉES LES PLUS LUCRATIVES (EN \$US)

1	Roger Waters	158,1 millions
2	Bruce Springsteen	79,9 millions
3	Cirque du Soleil (<i>Michael Jackson</i>)	78,5 millions
4	Coldplay	73,9 millions
5	Lady Gaga	67,2 millions
10	Cirque du Soleil (<i>Alegria</i>)	38 millions
17	Cirque du Soleil (<i>Varekaï</i>)	25 millions
24	Cirque du Soleil (<i>Dralion</i>)	21,9 millions
32	Cirque du Soleil (<i>Ovo</i>)	19,1 millions
34	Céline Dion	18,1 millions
41	Cirque du Soleil (<i>Totem</i>)	16,4 millions
43	Cirque du Soleil (<i>Quidam</i>)	16,2 millions

PROMOTEURS

		BILLETTS VENDUS
1	Live Nation (Los Angeles)	10 millions
2	AEG Live (Los Angeles)	3,9 millions
9	evenko (Montréal)	715 000
56	Productions J (Montréal)	124 000

AMPHITHÉÂTRES

		BILLETTS VENDUS
1	The O2 (Londres)	694 523
11	Centre Bell (Montréal)	237 050
88	Colisée Pepsi (Québec)	75 141

Source: Pollstar

10 représentations de *O* par semaine dans une salle de 1800 personnes», dit-il.

Durant les six premiers mois de 2012, le Cirque a eu sept spectacles différents dans

la top 50 de Pollstar, pour des revenus totaux de 215 millions. À la même période l'an dernier, le Cirque avait trois créations dans le top 50, pour des revenus de 57 millions.

« *Michael Jackson: The Immortal* vient compenser la perte de notre spectacle au Japon l'an dernier (*ZED*, le premier spectacle permanent du Cirque annulé prématurément), dit Daniel Lamarre. Ça nous permet d'équilibrer notre budget. Dans l'industrie du divertissement, il y a souvent des vagues. La philosophie de Guy Laliberté, c'est d'avoir plusieurs bateaux » Le spectacle sur le roi de la pop mettra le cap sur l'Europe l'automne prochain avant de s'installer en permanence à Las Vegas au printemps 2013.

Le Centre Bell 11^e au monde

Le Cirque du Soleil n'est pas la seule entreprise québécoise mentionnée dans les palmarès de mi-année de Pollstar. Le Centre Bell de Montréal est le onzième amphithéâtre de sa catégorie (le deuxième en Amérique du Nord), tandis que le Colisée Pepsi de Québec arrive au 88^e rang. Dans leur catégorie respective, le Métropolis prend le 16^e rang, l'Olympia le 50^e rang et la Place des Arts le 54^e rang.

Selon Pollstar, l'industrie mondiale du divertissement a ralenti durant les six premiers mois de 2012: les revenus sont en baisse de 9% depuis un an, surtout en raison de la baisse du prix des billets (le prix moyen est passé de 84,92 \$ à 78,94 \$) et un peu à cause d'une diminution des ventes (le nombre de billets vendus est passé de 19,4 millions à 19 millions).

1 mois supplémentaire gratuit

OPUS+
entreprise

amt.qc.ca

OPUS & Cie

stm.info

Adhérez aux programmes employeurs de transport collectif avant le **10 septembre.**

Ces programmes sont offerts par :



Rendu possible grâce à :

MOBILITÉ MONTRÉAL
CHACUN FAIT PARTIE DE LA SOLUTION

Transports Québec

La Grèce ne pourra économiser 11,5 milliards d'euros

AGENCE FRANCE-PRESSE

ATHÈNES — La Grèce n'a presque aucune chance de parvenir à économiser 11,5 milliards d'euros sur deux ans, comme l'exigent ses créanciers, l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI), en préalable à tout nouveau prêt, a déclaré hier le leader du Pasok, l'un des trois partis membres de la coalition au pouvoir.

« C'est très difficile, c'est presque impossible de réunir 11,5 milliards d'euros grâce à des économies budgétaires en 2013 et 2014 », a expliqué à la radio Vima FM Evángelos Vénizélos, qui dirige le parti socialiste Pasok.

mémorandum, tant sur le contenu que sur le calendrier.

Au cours des derniers mois, marqués par deux élections et la formation d'un nouveau gouvernement, la Grèce n'a entrepris que peu des réformes demandées, ont constaté le FMI et les créanciers européens du pays.

« Certains demandent au sein de l'Eurogroupe de nouvelles mesures [de coupes budgétaires], ce que nous essayons d'éviter en arguant que la récession est plus grave que prévu », a confié une source au ministère des Finances à l'agence de presse Ana.

Mais il n'est pas impossible que le gouvernement décide de nouvelles baisses

Evángelos Vénizélos, ancien ministre grec des Finances, plaide pour que la Grèce obtienne un délai supplémentaire de trois ans pour mener à bien son ajustement budgétaire, qui prendrait fin alors en 2017.

« Cette difficulté a toujours été présente, mais, aujourd'hui, elle est aggravée par les prévisions de récession », a-t-il ajouté.

Selon le gouvernement, l'économie grecque pourrait reculer de 6,7% en 2012, au lieu des 4,5% annoncés, notamment à cause de larges coupes dans les dépenses et de licenciements en masse.

Besoin de temps supplémentaire

L'ancien ministre grec des Finances plaide pour que la Grèce obtienne un délai supplémentaire de trois ans pour mener à bien son ajustement budgétaire, qui prendrait fin alors en 2017.

Le premier ministre grec, Antonis Samaras, estime aussi que le pays a besoin de temps pour assainir son économie, mais les appels de son parti, la Nouvelle Démocratie, en faveur d'un délai supplémentaire de deux ans, sont pour l'instant restés sans réponse.

Au sein de la zone euro, l'Allemagne s'oppose par exemple catégoriquement à toute modification du

des retraites et des salaires s'il échoue à effectuer des coupes budgétaires dans d'autres secteurs, a ajouté la source.

Rencontre à Athènes

Les auditeurs de la troïka des créanciers de la Grèce – l'Union européenne, le FMI et de la Banque centrale européenne (BCE) – sont attendus à Athènes la semaine prochaine pour une analyse en profondeur du programme économique du nouveau gouvernement.

Le ministre des Finances, Yannis Stournaras, doit rencontrer les chefs de la délégation tripartite le 26 juillet, a-t-on appris auprès du ministère des Finances.

Des conclusions de leur rapport dépendra l'octroi à la Grèce en septembre d'une nouvelle tranche de 31,5 milliards d'euros.

Athènes doit rembourser à la BCE des obligations d'État, d'une valeur de 3,1 milliards d'euros, qui parviennent à échéance le 20 août, et l'Eurogroupe a promis d'aider le pays à passer cette échéance de dette.

LA
PRESSE

CV

LE RENDEZ-VOUS DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION AU QUÉBEC

TÉLÉPHONE 514.285.7320

TÉLÉCOPIEUR 514.499.2053

cv@lapresse.ca

WORKOPOLIS

Des travailleurs autonomes qui n'en sont pas

NATHALIE CÔTÉ
COLLABORATION SPÉCIALE

En théorie, le travailleur autonome est son propre patron et travaille pour des clients. En pratique, il n'est pas toujours si simple de départager celui-ci des employés. Dans certains cas, les parties s'entendent sur un statut qui n'est pas nécessairement reconnu par le fisc. Certains employeurs vont même jusqu'à imposer, à tort, le statut de travailleur autonome.

rembourser ses cotisations payées en trop, mais les dépenses incluses dans sa déclaration ne seraient plus admissibles. Elle pourrait donc devoir déboursier une somme additionnelle, selon Fanny Brodeur, avocate fiscaliste chez Thibault avocats. Quant au patron, la facture pourrait être salée. « Il devra faire rétroactivement toutes les déductions à la source qui auraient dû être faites comme la CSST, l'assurance-emploi, la Régie des rentes du Québec et le Régime

En cas de désaccord entre le patron et le travailleur sur le statut de ce dernier, il est possible de faire une demande de décision auprès de Revenu Québec. Mais la loi ne protège pas nécessairement l'emploi du travailleur.

C'est ce qui est arrivé à Caroline (nom fictif), jeune journaliste. Au terme de sa première semaine de travail, elle a eu la surprise de se faire réclamer une facture par son nouveau patron. Il n'en avait jamais été question lors de l'entrevue. « Je ne décide pas de mon horaire, je suis obligée de travailler sur place et je suis payée à la semaine. Mais je dois tout de même payer davantage à la Régie des rentes et je ne suis pas protégée en cas de perte d'emploi. J'ai vraiment l'impression d'avoir le pire des deux mondes », témoigne-t-elle. Puisqu'elle a besoin de ce travail, elle continue en attendant de trouver un autre emploi.

Flottement coûteux

Mais au moment de poster sa déclaration de revenus, elle était un peu nerveuse. En cas de vérification, le gouvernement pourrait lui

québécois d'assurance parentale », indique M^e Brodeur. Et ce, pour tous les membres de son équipe n'ayant pas le bon statut.

Aucune protection

En cas de désaccord entre le patron et le travailleur sur le statut de ce dernier, il est possible de faire une demande de décision auprès de Revenu Québec. Environ une cinquantaine de cas sont ainsi traités chaque année. Mais la loi ne protège pas nécessairement l'emploi du travailleur.

« Il peut y avoir un recours seulement s'il y a un changement du statut du salarié sans son consentement, explique Jean-François Pelchat, responsable des relations de presse à la Commission des normes du travail.

Par exemple, un salarié à qui on demanderait du jour au lendemain de produire une facture pourrait avoir un



Fanny Brodeur, avocate fiscaliste, prévient que la facture peut être salée tant pour l'employé au statut nébuleux que pour son patron.

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

recours. Mais si la personne est travailleuse autonome depuis le début, elle n'en a pas.

Par ailleurs, il faut savoir qu'un travailleur autonome n'a pas droit à l'assurance-emploi (sauf les prestations de maladie et de compassion s'il s'est inscrit au programme) ni à des indemnités de la CSST. Peut-on plaider qu'on a été obligé d'accepter ce statut pour obtenir néanmoins des prestations en cas d'accident de travail par exemple? « Je n'ai jamais vu ce type de recours. En principe, on doit avoir une couverture d'assurance avant d'avoir un accident pour être couvert. Mais est-ce que c'est plaidable? Moi, je l'essaierais certainement », assure Martine Desroches, avocate au cabinet Desroches Mongeon.

DÉTERMINER LE BON STATUT

Le fait de se considérer ou d'être considéré par un employeur comme travailleur autonome ne suffit pas à déterminer son statut fiscal. Revenu Québec se base sur six critères dont le plus important est la subordination dans le travail, ce qui signifie qu'un employeur contrôle l'exécution du travail, notamment l'horaire et le lieu. Ensuite, le fisc considère qu'un travailleur autonome a la possibilité de faire des profits, mais court aussi le risque de subir des pertes. Il doit également payer lui-même ses dépenses. La propriété des outils, l'attitude des parties quant à leur relation d'affaires, l'intégration à l'entreprise des tâches effectuées

par le travailleur et le mandat de ce dernier sont les autres critères pris en compte. Récemment, Revenu Québec a révisé ses critères pour s'adapter à la réalité des informaticiens travailleurs autonomes qui travaillent souvent chez un seul client pendant plusieurs mois. Le fisc analysera entre autres la situation sur une période de trois ans au lieu d'une. « L'importance à accorder à certains faits a été nuancée. Il est probable qu'une telle approche soit utilisée lors de l'analyse de certains dossiers dans d'autres domaines », indique Stéphane Dion, porte-parole de Revenu Québec.

— Nathalie Côté

Près de 75% de la population mondiale a accès à un téléphone portable

D'APRÈS L'AFP

WASHINGTON — Près des trois quarts des habitants de la planète ont accès à un téléphone portable et le nombre d'abonnements souscrits sur le globe devrait « bientôt » dépasser celui de la population mondiale, a estimé la Banque mondiale (BM) dans un rapport publié hier.

« Dans le monde, le nombre d'abonnements à la téléphonie mobile – sur forfait ou prépayés – est (passé) de moins de 1 milliard en 2000 à plus de 6 milliards aujourd'hui, dont près de 5 milliards dans les pays en développement », a précisé la BM.

« Posséder plusieurs abonnements est de plus en plus courant, ce qui suggère que leur nombre va bientôt dépasser celui de la population humaine », a ajouté la Banque, assurant que le téléphone portable remplissait désormais de nouvelles fonctions dans les pays en développement.

La Banque relève que certaines des 30 milliards d'applications mobiles téléchargées en

2011 permettent de transformer les téléphones en « porte-monnaies mobiles » en se substituant aux moyens de paiement traditionnels.

Certains pays en développement utilisent de leur côté les mobiles pour « améliorer » les services fournis par l'administration, affirme la Banque dans le rapport.

L'institution établie à Washington cite notamment l'exemple d'une application baptisée JobMatch et lancée dans les Territoires palestiniens qui permet de faciliter la recherche d'emplois.

« La téléphonie mobile offre de formidables occasions [...] en fournissant un accès de base aux informations en matière de santé, en permettant de régler en espèces, en favorisant la création d'emplois et en stimulant la participation des citoyens au processus démocratique », assure Rachel Kyte, vice-président de la Banque mondiale pour le développement durable, citée dans le communiqué.

EN BREF

Plus de la moitié des Canadiens prévoient être libres de dettes d'ici 5 ans

Plus de la moitié des Canadiens – 54 % – s'attendent à être libres de dettes en 2017 et les nouvelles règles régissant les prêts hypothécaires annoncées par le ministre des Finances Jim Flaherty aideront plus de gens à atteindre cet objectif, affirme BMO. Les changements réglementaires – en vigueur depuis le 9 juillet – comprennent la réduction de la période d'amortissement maximale des prêts hypothécaires assurés par le gouvernement de 30 à 25 ans. Doug Porter, économiste en chef délégué de BMO Marchés des capitaux, a soutenu que les « indicateurs les plus récents » laissent croire que la croissance de la dette globale des ménages a enregistré son taux de progression le plus lent en plus de 10 ans et s'attend à ce que les nouvelles règles hypothécaires « combinées à une certaine modération sous-jacente » contribueront à plafonner la dette des ménages en tant que part du revenu.

— La Presse Canadienne



MEP TECHNOLOGIES INC.

est une entreprise manufacturière de produits métalliques de haute précision qui existe depuis 1959.

Postes disponibles : www.meptec.com

Technicien(ne) à l'inventaire
Effectuer et contrôler les transactions d'inventaires dans le logiciel de production avec Crystal report. Connaissance des logiciels ERP (atout Fabritrak). Connaissance de VBA, SQL, Dbase, Access et Excel.

Contrôleur
Le ou la candidate(e) aura à préparer et analyser les états financiers mensuels, maintenir les comptes de bilan et les provisions, valider les décomptes physiques d'inventaire, préparer les budgets annuels et préparer les prévisions financières mensuelles et toutes autres tâches connexes demandées. Détenir un BAC en comptabilité et une expérience minimum de 5 ans à titre de Contrôleur.

**Par télécopieur : 450-682-3868
ou par courriel : rh@meptec.com**



Commission scolaire francophone du Nunavut

Candidat(e) recherché(e) pour l'école des Trois-Soleils, Iqaluit, Nunavut

ENSEIGNANT(E) AU PRIMAIRE ET DE L'ANGLAIS LANGUE SECONDE

Consulter www.educationcanada.com pour les détails concernant ce poste.

Nous faire parvenir votre lettre de présentation et c.v. par courriel seulement à emplois@csfn.ca au plus tard le vendredi 27 juillet 2012.

Seuls les candidats retenus pour une entrevue seront contactés.



Commission scolaire francophone du Nunavut

Candidat(e) recherché(e) pour l'école des Trois-Soleils, Iqaluit, Nunavut

ENSEIGNANT(E) AU DEUXIÈME CYCLE DU SECONDAIRE

Consulter www.educationcanada.com pour les détails concernant ce poste.

Nous faire parvenir votre lettre de présentation et c.v. par courriel seulement à emplois@csfn.ca au plus tard le vendredi 27 juillet 2012.

Seuls les candidats retenus pour une entrevue seront contactés.



La Chambre de commerce de Gatineau a comme mission de faciliter le réseautage, de représenter les intérêts de la communauté d'affaires et d'initier des activités de partage de pratiques dans le but d'intégrer pleinement ses membres au développement économique de l'Outaouais. La Chambre de commerce de Gatineau recherche activement un(e) commissaire à l'exportation pour desservir la grande région de l'Outaouais.

COMMISSAIRE À L'EXPORTATION

Sous la responsabilité du directeur général, le commissaire à l'exportation doit assurer un appui constant aux entrepreneurs qui exportent ou désirent exporter ainsi qu'aux partenaires qui touchent le domaine de l'exportation. En outre, le commissaire doit planifier et organiser des programmes de sensibilisation et de formation tout en supervisant le secteur exportation du territoire de l'Outaouais.

Qualités requises

- Expérience dans le domaine des affaires
- Expérience en exportation
- Expérience en développement de marchés
- Aptitude à agir à titre de conseiller dans le domaine des affaires
- Bilinguisme, parlé et écrit
- Autre langue parlée, un atout

Conditions particulières

Le commissaire à l'exportation est appelé à se déplacer régulièrement à travers le territoire de l'Outaouais, à travers le Québec, le Canada et à l'occasion à l'étranger.

Le salaire sera établi selon l'expérience et une gamme complète d'avantages sociaux est offerte. Si vous possédez les qualités requises et que vous êtes intéressé par le poste, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 28 juillet 2012, 16 h, par télécopieur au 819 643-5278 ou par courriel à l'adresse : info@leblanc-associés.com.

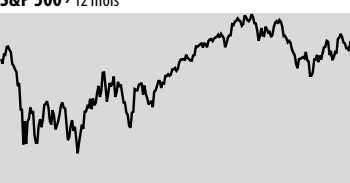
Veuillez noter que seuls(es) les candidats(es) sélectionnés(es) seront contactés(es).

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

ÉTATS-UNIS

S&P 500 > 12 mois



FERMETURE **1 363,67**
 VAR. 1J **0,74%** | 1 AN **+3,61%**
 52 SEM. HAUT **1 422,38** | BAS **1 074,77**

CANADA

S&P/TSX TORONTO > 12 mois



FERMETURE **11 571,19**
 VAR. 1J **0,43%** | 1 AN **-13,00%**
 52 SEM. HAUT **13 516,17** | BAS **10 848,19**

DANS LE MONDE

	FERMETURE	VAR. 1J
	(pts)	(%)
Brazil Bovespa (Brésil)	53 909,47	507,67 0,95
CAC 40 (France)	3 176,97	-2,93 -0,09
DAX (Allemagne)	6 577,64	11,92 0,18
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	2 434,96	-5,94 -0,24
FTSE 100 (Angleterre)	5 629,09	-33,34 -0,59
Hang Seng (Hong Kong)	19 455,33	333,99 1,75
Mexico Bolsa (Mexique)	41 273,02	362,22 0,89
NITSE MIB (Italie)	13 536,73	-128,08 -0,94
NIKKEI 225 (Japon)	8 755,00	30,88 0,35
S&P/ASX 200 (Australie)	4 140,80	35,70 0,87
Shanghai (Chine)	2 161,19	13,23 0,62
Swiss Market (Suisse)	6 202,34	6,73 0,11

PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
AURICO GOLD (AUQ)	6 899 294	6,66	-13,17
CANADIAN NAT. RES (CNO)	4 182 689	27,31	3,13
BAJAMINING (BAJ)	3 311 636	0,10	-13,64
TALISMAN ENERGY (TLM)	3 308 562	11,42	0,97
PRECISION DRILL. (PD)	3 010 541	6,97	6,41
ENCANA (ECA)	2 840 118	20,63	3,05
SUNCOR ENERGY (SU)	2 793 589	29,99	3,01
BOMBARDIER (BBD.B)	2 729 950	3,93	1,03
SOUTHERN PACIFIC (STP)	2 666 234	1,39	10,32
NEXEN (NXY)	2 613 285	17,10	1,91
VITERRA (VT)	2 442 769	16,11	0,06
BARRICK GOLD (ABX)	2 415 395	35,08	-0,88
ATHABASCA OIL (ATH)	2 367 332	12,05	0,17
LUCARA DIAMOND (LUC)	2 328 799	0,50	-18,03
PENGROWTH ENER. (PGF)	2 295 567	6,27	2,12
KINROSS GOLD (K)	2 289 599	8,13	-3,79

TITRES GAGNANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
JURA ENERGY (JEC)	7 400	0,70	40,00
CANDENTE GOLD (CDG)	2 500	0,19	35,71
ORSU METALS (OSU)	1 111 185	0,12	33,33
HEROUX-DEVTEK (HRX)	1 006 245	10,42	32,74
TRIMEL PHARMA. (TRL)	139 320	1,60	20,30

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
FAIRFAX FINAN. (FFH)	9 665 392,99	4,06	
HEROUX-DEVTEK (HRX)	1 006 245	10,42	2,57
VALEANT PHARMA. (VRRX)	287 586	47,65	1,90
MOLSON COORS/B (TPX.B)	8 774	41,75	1,86
DOLLARAMA (DOL)	139 812	63,37	1,67

TITRES PERDANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
VOODOOVIX (VVX)	294 330	0,02	-25,00
HOMELAND ENER. (HEG)	11 000	0,02	-20,00
RAINMAKER ENT. (RAN)	504 550	0,16	-20,00
MAGINDUSTRIES (MAA)	3 500	0,09	-18,18
LUCARA DIAMOND (LUC)	2 328 799	0,50	-18,03

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
AG GROWTH INT. (AFN)	64 112	33,70	-2,20
CATAMARAN (CCT)	86 234	92,57	-2,10
JUST ENERGY (JE)	2 122 972	10,36	-1,30
LULULEMON ATH. (LLL)	92 027	55,05	-1,19
BONTERRA ENER. (BNE)	32 354	42,93	-1,13

TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS > 12 mois



FERMETURE **1 176,75**
 VAR. 1J **-0,56%** | 1 AN **-41,38%**
 52 SEM. HAUT **2 061,46** | BAS **1 153,90**

PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
BORDER PETROLE (BOR)	13 284 670	0,17	17,24
MART RES. (MMT)	6 960 979	1,43	-3,38
PINECREST ENR. (PRY)	5 893 532	1,86	12,05
IONA ENERGY (INA)	5 842 501	0,35	0,00
ZODIAC EXPLOR. (ZEX)	4 740 000	0,03	20,00
GOLDQUEST MINING (GQC)	4 169 830	0,98	2,08
CANADIAN ENER. (XPL)	3 172 963	0,02	-25,00
WESTERNZAGROS (WZR)	2 480 125	1,13	0,00
CGX ENERGY (OYL)	2 162 785	0,26	-13,33
LNG ENERGY (LNG)	2 155 940	0,04	16,67

CONSULTEZ les cotes
 boursières en tout temps
 sur lappresseaffaires.com

PÉTROLE

West Texas Intermediate, contrat à terme



89,22 \$US

Variation 1 JOUR **+0,79 \$US**

Variation 1 SEM. **+6,33%**

Variation 1 AN **-8,25%**

FONDS INDICIELS

	FERM.	1J (\$)	1J (%)	1AN (%)
S&P/TSX comp. (XIC)	18,23	0,09	0,50	-12,90
S&P/TSX 60 (XIU)	16,61	0,09	0,54	-12,90
S&P/TSX fin. (XFN)	21,75	0,05	0,23	-6,73
S&P/TSX éner. (XEG)	14,91	0,22	1,50	-24,16
S&P/TSX or (XGO)	17,70	-0,22	-1,23	-27,76
Oblig. c. terme (XSB)	29,09	-0,02	-0,07	0,03
Oblig. l. terme (XSB)	31,77	0,02	0,06	5,09
S&P 500 (XSP)	15,52	0,12	0,78	2,85

CANADA LPA 100 (QUOTIDIEN)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

	FERM. (\$)	VARIATION 1J (%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	52 SEM. HAUT	52 SEM. BAS	DIV. ANN.
SANTÉ	809,70	1,41		10,92			
▲ Valeant Pharma (VRX)	47,65	1,90	4,15	2 876	-0,02	58,98	33,91 0,00
▲ Paladin Labs (PLB)	48,96	0,21	0,43	7	17,30	49,07	32,41 0,00
▲ Atrium Inno. (ATB)	11,32	0,04	0,35	45	-4,71	15,56	9,85 0,00
▼ Theratechnologie (TH)	0,71	-0,01	-1,39	277	-74,55	4,33	0,68 0,00
ÉNERGIE	2 532,33	1,21		-8,07			
▲ Can Natural Res. (CNO)	27,31	0,83	3,13	41 827	-28,41	41,65	25,58 0,42
▲ Encana (ECA)	20,63	0,61	3,05	28 401	9,21	30,42	17,25 0,81
▲ Nexen (NXY)	17,10	0,32	1,91	26 133	5,49	23,67	14,20 2,00
▲ Imperial Oil (IMO)	43,13	0,59	1,39	7 927	-4,98	49,26	34,15 0,48
▲ Enbridge (ENB)	40,96	0,48	1,19	12 170	7,53	41,59	28,27 1,13
▲ Transcanada (TRP)	43,78	0,43	0,99	12 285	-1,68	44,75	37,00 1,76
Talisman Energy (TLM)	11,42	0,11	0,97	33 086	-12,02	19,78	9,72 0,27
Suncor Energy (SU)	29,99	0,27	0,91	27 936	2,08	39,60	23,97 0,52
Husky Energy (HSE)	26,22	0,21	0,81	5 198	6,80	27,19	20,63 1,20
Canadian Oil Sands (COS)	19,37	0,13	0,68	15 939	-16,69	28,60	18,17 1,40
Cenovus (CVE)	33,70	0,21	0,63	9 892	-0,38	39,64	28,85 0,88
Cameco (CCO)	22,23	-0,11	-0,49	4 882	20,75	27,05	17,25 0,40
INDUSTRIELLES	1 385,20	1,07		4,72			
▲ GLV (GLV.A)	1,98	0,07	3,66	128	-44,69	6,45	1,77 0,00
▲ SNC-Lavalin (SNC)	39,80	1,21	3,14	3 223	-22,08	57,08	34,92 0,88
▲ WestJet (WJA)	16,98	0,42	2,54	4 657	44,39	17,01	10,30 0,24
▲ Canadien National (CNR)	87,62	0,97	1,12	6 813	9,32	87,90	63,72 1,50
▲ Bombardier (BBD.B)	3,93	0,04	1,03	27 300	-3,17	6,45	3,30 1,10
Genivar (GNV)	21,33	0,20	0,95	1 013	-18,96	28,49	19,83 1,50
Transcontinental (TCL.A)	9,71	0,08	0,83	288	-23,00	16,40	9,07 0,58
CAE (CAE)	10,10	0,06	0,60	1 883	2,12	12,65	9,03 1,16
Canadien Pacifique (CP)	75,86	0,44	0,58	5 260	9,93	79,29	46,01 1,40
Stella-Jones (SJ)	11,98	0,00	0,00	2	35,75	57,00	33,25 0,60
Velan (VLN)	54,62	0,00	0,00	0	8,87	14,65	11,06 0,32
Quinc. Richelieu (RCH)	34,00	-0,07	-0,21	25	18,43	35,00	24,35 0,48
Transforce (TFI)	16,63	-0,06	-0,36	428	28,42	18,57	9,76 0,52
Chorus Aviation (CHR.B)	3,07	-0,03	-0,97	1 024	-3,15	5,07	2,65 0,60
▼ Air Canada (AC.B)	0,98	-0,02	-2,00	4 441	-1,01	2,43	0,78 0,00
CONSUMMATION AUTRE	1 018,36	0,81		13,28			
▲ Le Château (CTU.A)	1,90	0,04	2,15	469	15,15	7,50	1,03 0,00
▲ Rona (RON)	11,17	0,17	1,55	1 484	14,68	11,30	8,64 0,14
▲ Quebecor (QBR.B)	37,41	0,50	1,35	198	7,22	40,35	26,52 0,20
▲ Magna (MG)	41,62	0,54	1,31	3 733	22,41	49,86	31,91 1,11
▲ Dorel (DII.B)	27,37	0,35	1,30	42	7,12	30,32	21,46 0,61
Uni-Select (UNS)	27,70	0,20	0,73	56	5,52	29,90	24,35 0,52
Tim Hortons (THI)	52,86	0,33	0,63	3 016	7,09	57,91	41,53 0,84
Shaw (SJR.B)	20,01	0,09	0,45	11 315	-1,19	22,45	18,93 0,97
Gildan (GIL)	28,32	0,01	0,04	3 146	47,81	32,20	16,54 0,30
BMTC (GBT.A)	18,75	0,00	0,00	0	-0,27	23,75	17,12 0,24
Yellow Média (YLO)	0,03	0,00	0,00	2 633	-83,78	2,37	0,03 0,00
Astral Media (ACM.A)	49,14	-0,02	-0,04	2 356	38,46	49,25	31,00 0,00
Cogeco Câble (CCA)	44,50	-0,34	-0,76	161	-13,34	54,28	43,43 1,00
Reitmans (RET.A)	11,87	-0,10	-0,84	317	-19,91	16,50	11,49 0,80
▼ Airmia (Aeroplan) (AIM)	13,71	-0,17	-1,22	2 662	14,82	14,24	10,50 0,64
▼ Cogeco (CGO)	42,40	-0,85	-1,97	66	-12,38	54,49	38,11 0,72
▼ Transat (TRZ.B)	3,20	-0,15	-4,48	276	-54,42	11,31	3,05 0,00
▼ TVA (TVA.B)	7,15	-0,71	-9,03	20	-18,47	12,50	7,05 0,00
CONSUMMATION COURANTE	1 940,82	0,25		10,58			
▲ Molson Coors (TPX.B)	41,75	1,86	4,66	88	-7,43	46,32	39,01 1,31
▲ Dollarama (DOL)	63,37	1,67	2,71	1 398	42,40	63,75	29,10 0,44
▲ Metro (MRU)	54,33	0,70	1,30	2 280	0,80	55,17	43,70 0,86
Weston (George) (WN)	59,65	0,37	0,62	343	-12,40	71,73	57,00 1,44
Shoppers Drug Mart (SC)	41,83	0,22	0,53	2 691	1,68	44,44	37,00 1,06
Saputo (SAP)	43,18	0,14	0,33	703	10,63	47,75	35,80 0,76
Loblaws (L)	32,24	0,07	0,22	1 239	-16,22	39,67	31,11 0,84
Lassonde (LAS.A)							

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

DENRÉES

	FERMETURE	VARIATION (%)	1 JOUR	1 AN
Blé (\$US/boisseau)	8,85	0,06	27,38	
Cacao (\$US/livre)	1,00	-0,09	-30,71	
Café (\$US/livre)	1,81	-0,99	-28,43	
Mais (\$US/boisseau)	7,80	0,35	11,16	
Soya (\$US/boisseau)	16,39	0,32	18,28	
Sucre (\$US/livre)	0,23	0,09	-21,33	

ÉNERGIE

	FERMETURE	VARIATION (%)	1 JOUR	1 AN
Essence (\$US/gallon)	2,85	-0,24	-8,99	
Gaz naturel (\$US/gigajoule)	2,65	-0,11	-38,45	
Mazout (\$US/gallon)	2,84	0,33	-9,01	

Source: New York Mercantile Exchange (NYMEX)

MÉTAUX

	FERMETURE	VARIATION (%)	1 J	1 AN
Aluminium (\$US/livre)	0,86	1,42	-22,92	
Argent (\$US/once)	27,29	-0,02	-30,13	
Cuivre (\$US/livre)	3,48	0,46	-20,14	
Étain (\$US/livre)	8,56	0,69	-30,76	
Nickel (\$US/livre)	7,31	1,03	-32,98	
Palladium (\$US/once)	584,55	1,16	-25,12	
Platine (\$US/once)	1418,30	0,25	-19,19	
Plomb (\$US/livre)	0,86	2,05	-28,72	
Zinc (\$US/livre)	0,86	1,51	-18,73	

Source: London Metal Exchange

LES OBLIGATIONS

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA				
Canada	10,25	15-03-14	115,31	0,91 -0,05
Canada	9,75	01-06-21	168,32	1,49 -0,29
Canada	8,00	01-06-23	162,00	1,72 -0,32
Canada	8,00	01-06-27	177,36	1,97 -0,40
Canada	5,75	01-06-29	151,87	2,08 -0,36

LES PROVINCES

Hydro Québec	11,00	15-08-20	161,75	2,50 -0,35
Manitoba	7,75	22-12-25	153,07	2,93 -0,41
New Brunswick	6,00	27-12-17	120,65	1,97 -0,16
Newfoundland	6,15	17-04-28	138,36	3,06 -0,37
Nova Scotia	6,60	01-06-27	141,87	3,07 -0,36
Ontario	6,25	25-08-28	137,90	3,21 -0,37
Ontario Hydro	7,45	31-03-13	104,92	0,34 -0,02
Ontario Hydro	8,50	26-05-25	158,33	2,99 -0,40
Ontario Hydro	8,25	22-06-26	158,32	3,07 -0,42
PEI	8,50	27-10-15	122,08	1,54 -0,09
Québec	6,00	01-10-29	135,12	3,30 -0,46

LES CORPORATIONS

Bell Canada	7,00	24-09-27	128,50	4,40 -0,27
Bombardier	7,35	22-12-26	103,75	6,93 0,00
Cons Gas	6,10	19-05-28	131,73	3,47 -0,30
Gtaa	6,45	03-12-27	133,89	3,56 -0,30
Investors Gr	6,65	13-12-27	119,93	4,80 -0,26
Wtcoast Éne	6,75	15-12-27	133,86	3,82 -0,27

TAUX D'INTÉRÊT

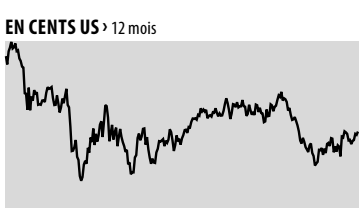
	FERMETURE	RENDEMENT SEM.	ANNÉE
CANADA			
Taux d'escompte	1,25	0,00	0,00
Taux préférentiel	3,00	0,00	0,00
Fonds à un jour	1,00	0,00	0,00
Bons du Trésor (3 mois)	0,86	-0,01	-0,06
Obligations (2 ans)	0,97	0,01	-0,44
Obligations (10 ans)	1,64	-0,01	-1,23

	FERMETURE	RENDEMENT SEM.	ANNÉE
ÉTATS-UNIS			
Taux d'escompte	0,75	0,00	0,00
Taux préférentiel	3,25	0,00	0,00
Fed funds	0,25	0,00	0,00
Bons du trésor (3 mois)	0,09	0,01	0,09
Obligations (2 ans)	0,24	-0,03	-0,12
Obligations (10 ans)	1,51	0,00	-1,40

OR

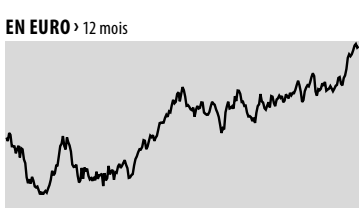
New York	1 589,50 \$US
Variation 1 JOUR	-2,10 \$US
Variation 1 SEM.	+0,61 %
Variation 1 AN	-0,04 %

DOLLAR CANADIEN



98,76 ¢US
VARIATION +0,21 ¢
SOMME REQUISE POUR ACHETER
Un dollar US 101,26 ¢

EN EURO



0,8036 €
VARIATION +0,0008 €
SOMME REQUISE POUR ACHETER
Un euro 1,2445 \$

LES DEVICES DANS LE MONDE

Afrique du Sud	1 \$ vaut 8,06 rands	Japon	1 \$ vaut 78,13 yens
Australie	1 \$ vaut 0,96 dollar	Liban	1 \$ vaut 1483,31 livres
Brazil	1 \$ vaut 2,00 real	Mexique	1 \$ vaut 13,00 pesos
Chine	1 \$ vaut 6,30 renminbis	Norvège	1 \$ vaut 6,00 couronnes
Grande-Bretagne	1 \$ vaut 0,63 livre	Nouvelle-Zélande	1 \$ vaut 1,24 dollar
Hong-Kong	1 \$ vaut 7,66 dollars	Russie	1 \$ vaut 31,96 roubles
Inde	1 \$ vaut 54,35 roupies	Suède	1 \$ vaut 6,88 couronnes
Israël	1 \$ vaut 3,93 n.shekels	Suisse	1 \$ vaut 0,97 franc

Second début pour Héroux-Devtek



PAUL DURIVAGE
LES MARCHÉS

Une nouvelle vie commence pour Héroux-Devtek, et c'est fort bien dotée et sous les applaudissements des investisseurs que l'entreprise de Longueuil peut maintenant se concentrer sur les trains d'atterrissage.

Le titre a bondi de 50 % à un sommet historique de 11,75 \$ à l'ouverture de la Bourse de Toronto, après l'annonce de la cession de ses activités de fabrication de composants structuraux. Il cotait 10,42 \$ à la fermeture, une hausse de 2,57 \$, ou 32,7 %, par rapport à la veille, son niveau le plus élevé depuis cinq ans. L'entreprise entrée à la Bourse il y a 25 ans avait vu un sommet en clôture de 11,70 \$ en août 2001.

Cette appréciation n'a rien de disproportionné puisque les activités cédées rapportent presque tout autant par action que les 7,85 \$ que cotait le titre encore lundi soir. Plus précisément, la vente rapporte 7,60 \$ nets de frais et d'impôts, selon les calculs de l'analyste Cameron Doerksen, de la Financière Banque Nationale. Ou 7,56 \$, selon l'analyste Benoît Poirier, de Desjardins Marchés des capitaux.

Les analystes s'attendent à ce que Héroux-Devtek utilise ces liquidités, de l'ordre de 230 millions de dollars, pour financer des acquisitions ou verser un dividende extraordinaire aux actionnaires, après remboursement de certaines dettes. L'entreprise n'a jamais versé de dividende. Elle pèse 315 millions en Bourse.

Les activités restantes de l'entreprise valent elles-mêmes entre 6,90 \$ et 7,20 \$ par action, selon qu'on applique aux profits prévus le multiple courant d'un marché très prudent ou celui plus valorisant révélé par l'offre de Precision Castparts, figure

l'analyste de la Financière. D'où une cible révisée, de 12,50 \$ à 14,80 \$ pour le titre.

Du côté de Desjardins, Benoît Poirier voit le titre à 11 \$, soit près du cours actuel. Les activités de trains d'atterrissage valent selon lui 4,56 \$, suivant un multiple de 12 fois les profits prévus pour cette division le prochain exercice.

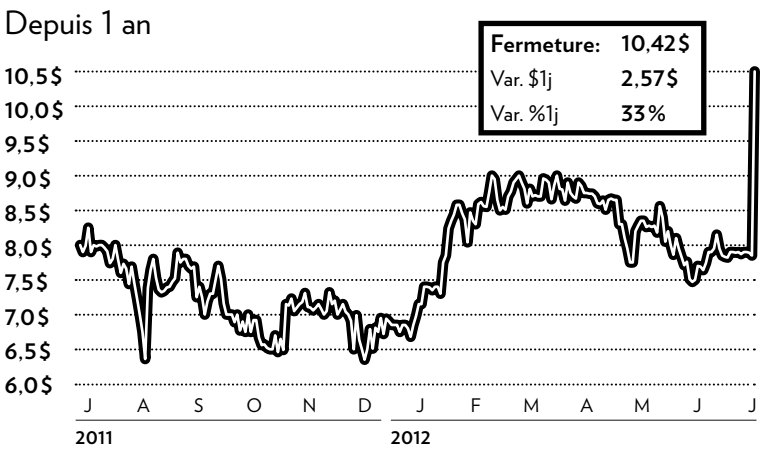
Uniquement les trains d'atterrissage

Héroux devient un fournisseur pur jeu de trains d'atterrissage avec un chiffre d'affaires estimé pour l'exercice en cours de 259 millions et un bénéfice d'exploitation d'environ 35 millions. « Il y aura toujours des occasions de croissance, en particulier pour les nouveaux programmes complets de trains d'atterrissage (Learjet 85, Legacy 450/500) qui commenceront à générer des revenus plus tard cette année », note M. Doerksen. À plus long terme, l'analyste s'attend à voir une offre de service pour les trains d'atterrissage des versions remotorisées des E-Jet d'Embraer.

Les principaux actionnaires de Héroux-Devtek sont le gestionnaire de fortunes Deans Knight Capital Management, de Vancouver, avec 16,1 % des parts, suivi par la Caisse de dépôt et placement du Québec, avec 13,9 % des actions et le président de l'entreprise, Gilles Labbé, avec 12,4 %. Suivent ensuite différents gestionnaires de fonds communs de placement.

Héroux est entrée à la Bourse de Montréal en 1987 à la suite d'une émission de 9 millions de dollars dans le cadre du Régime d'épargne-actions du Québec (REA). Les actions avaient été émises à 5 \$ pièce. En 2001, un million d'actions ordinaires ont été vendues au Fonds d'Investissement REA, à un prix de souscription de 9,91 \$ chacune, pour un produit brut global de 9,9 millions.

HÉROUX-DEVTEK



New York dopée par la Fed

LA PRESSE CANADIENNE ET AGENCE FRANCE-PRESSE
REVUE BOURSIÈRE

Wall Street a clôturé en hausse hier à New York, interprétant des propos pessimistes du président de la banque centrale américaine (Fed) comme le signe d'une action imminente de l'institution pour relancer l'économie.

L'indice Dow Jones a gagné 78,33 points (+0,6 %) à 12 805,54 points, et le NASDAQ, à dominante technologique, 13,10 points (+0,5 %) à 2910,04 points.

L'indice élargi Standard & Poor's 500 a avancé de 0,74 % (+10,03 points) à 1363,67 points.

Les grands indices de Wall Street, qui ont piqué du nez lorsque le président de la Fed, Ben Bernanke, a reconnu que la croissance économique du pays s'était encore affaiblie au printemps et que les perspectives d'amélioration de l'emploi étaient moroses, sont ensuite repassés en territoire positif.



PHOTO KAREN BLEIER, AGENCE FRANCE-PRESSE
Le président de la réserve fédérale (Fed), Ben Bernanke, a semblé avoir trouvé les mots nécessaires pour rassurer les marchés hier.

Ben Bernanke « s'est, semble-t-il, montré disposé à évoquer de nouvelles mesures de relance [...] et son ton était globalement constructif », a commenté Chris Low, de FTN Financial. « Or les places boursières apprécient ce type de discours ».

« Et s'il n'a jamais dit que la Fed allait procéder à une nouvelle ronde d'assouplissement

monétaire, il semblait ouvert à cette idée », a-t-il ajouté.

Bien qu'il n'ait pas donné de nouvelle indication sur l'évolution de la politique monétaire américaine, le patron de la Fed a estimé que la reprise économique du pays continuait « d'être entravée par un certain nombre de vents contraires » qui devraient s'affaiblir avec le

temps et que « la baisse du chômage pourrait être désespérément lente ».

« Le marché espérait que [Ben Bernanke] établirait un calendrier pour une mise en place d'une nouvelle phase d'assouplissement monétaire, ce qui n'est pas arrivé », a noté de son côté Peter Cardillo, de Rockwell Global Capital.

Côté indicateurs, les investisseurs ont bien accueilli les annonces d'une légère hausse de la production industrielle aux États-Unis en juin et d'une stabilité des prix, en dépit d'une nouvelle baisse des coûts de l'énergie.

Côté résultats, les investisseurs ont accueilli avec optimisme les bilans des entreprises qui, comme la banque Goldman Sachs et le géant des boissons sans alcool Coca-Cola, ont affiché « des performances meilleures qu'attendu », ont noté les experts de Wells Fargo.

Coca-Cola a progressé de 1,58 %. Il a annoncé mardi avoir dégagé un bénéfice net stable au deuxième trimestre, légèrement meilleur qu'attendu par les analystes.

De même, la banque Goldman Sachs, dont les résultats mitigés ont malgré tout dépassé les attentes de Wall Street, est montée de 0,31 %.

Les autres banques ont fini en hausse: Citigroup (+2,13 %), Bank of America (+1,41 %), Morgan Stanley (+0,63 %), mais JPMorgan Chase a cédé 0,28 %.

La Bourse de Toronto a clôturé également en hausse, l'appréciation du cours du pétrole brut ayant stimulé les titres du secteur de l'énergie.

L'indice composé S&P/TSX a gagné 50,02 points pour terminer la séance avec 11571,19 points.

Le dollar canadien s'est apprécié de 0,21 cent US à 98,76 cents US après que la Banque du Canada eut annoncé qu'elle laissait son taux d'intérêt directeur inchangé à un pour cent.

Le cours du pétrole brut a avancé de 79 cents US à 89,22 \$ US le baril à la Bourse des matières premières de New York.

L'action de Bombardier a gagné quatre cents à 3,93 \$.

Bénéfice en hausse, prévisions en baisse pour Intel

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Le numéro un mondial des semi-conducteurs, l'américain Intel, a annoncé hier en fin de journée un bénéfice net en baisse de 4 % sur un an, à 2,8 milliards US, au deuxième trimestre, meilleur que prévu, mais assorti d'un chiffre d'affaires décevant et de prévisions abaissées.

Par action, le bénéfice ressort à 54 cents US, alors

que les analystes tablaient en moyenne sur 52 cents US. Les ventes ont progressé de 4 %, à 13,5 milliards US, alors que les analystes misaient en moyenne sur un peu plus (13,56 milliards US).

« Le deuxième trimestre a été marqué par [...] une robustesse continue des centres de données et de multiples lancements de produits, dans les Ultrabooks et les téléphones multifonctions », a commenté

Paul Otellini, directeur général d'Intel.

Mais « au troisième trimestre que nous entamons, notre croissance sera plus faible qu'anticipée en raison d'un environnement macro-économique plus difficile », prévient-il.

« Avec une offre étendue d'Ultrabook et de tablettes (utilisant des microprocesseurs Intel) et de lancements de téléphones portables pendant

le deuxième semestre, outre les investissements de long terme que nous faisons sur nos produits et nos usines de fabrication, nous sommes bien positionnés pour cette année et au-delà », croit M. Otellini.

Pour le troisième trimestre, le groupe table sur un chiffre d'affaires de 14,3 milliards US, plus ou moins 500 millions US. Il envisage ainsi une stagnation sur un an puisqu'il avait enregistré des

ventes de 14,2 milliards US au troisième trimestre de 2011.

Pour l'année entière, Intel anticipe un chiffre d'affaires en hausse de 3 à 5 % sur un an, soit entre 55,6 et 56,7 milliards US, un chiffre moins élevé que la moyenne des prévisions des analystes (56,5 milliards US).

L'action a malgré tout progressé de 1,85 % au cours des échanges électroniques suivant la clôture de la séance officielle.

AUDIPRESTIGE

VILLE ST-LAURENT
D.D.O.

Vorsprung durch Technik Audi 

Les modèles 2013 sont arrivés ! Prenez le vôtre pour un essai routier.



AUDI PRESTIGE

VILLE ST-LAURENT

AUDI PRESTIGE

D.D.O.

5905, AUT. TRANSCANADIENNE, ST-LAURENT
WWW.AUDIPRESTIGE.COM

514 364.7777

4600A BOULEVARD SAINT-JEAN, D.D.O.
WWW.AUDIPRESTIGEDDO.COM

514 426.7777



© Audi Canada 2012. Modèle européen montré. Certaines options présentées peuvent ne pas être disponibles. « Audi », « A4 », « A5 », « A7 », « A8 » « quattro », « Vorsprung durch Technik » et l'emblème des quatre anneaux sont des marques déposées de AUDI AG. Pour en savoir plus sur Audi, voyez votre concessionnaire Audi Prestige et Audi Prestige D.D.O.

ON SE DÉPLACE POUR VOUS

Audi Prestige

LEXUS GABRIEL

www.lexusgabriel.com

LEXUS PRESTIGE

www.lexusprestige.com

LEXUS
À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION

CONTRAIREMENT À VOUS,
ELLE CARBURE À L'ORDINAIRE.

RX 350 2013



La nouvelle série RX, à partir de 47 060 \$†
Taxes et immatriculation en sus

AWD
TRACTION
INTÉGRALE

Le groupe F Sport en option comprend : Moteur V6 de 3,5 litres • 10 coussins gonflables – un record de sa catégorie
Transmission automatique à 8 rapports et suspension sport

LEXUS GABRIEL

3303, Côte-de-Liesse, St-Laurent

514 747-7777

LEXUS PRESTIGE

5770, Boul. Taschereau, Brossard

450 923-7777

† Le prix total de Lexus du modèle neuf RX 350 S fx - A » 2013 est de 47 060 \$. Modèle RX 350 avec groupe F Sport au prix de 60 010 \$. Le prix total de Lexus comprend les frais de transport et de préparation (1995 \$), les droits sur les pneus neufs (15 \$) et la taxe sur le climatiseur (100 \$). Taxes, immatriculation, enregistrement (s'il y a lieu) et assurances en sus. Les offres sont d'une durée limitée et sont valides uniquement pour les clients au détail chez les concessionnaires Lexus participants. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être nécessaire. Les offres peuvent être modifiées sans préavis. Les offres expirent à la fin du mois, sauf en cas de prolongation ou de révision. Photos à titre indicatif seulement. Consultez votre concessionnaire Prestige Lexus pour connaître tous les détails.

©2012 Automobiles Porsche Canada, Ltée. Porsche recommande le port de la ceinture de sécurité et le respect de toutes les règles de la circulation en tout temps.



Entretien inclus.

Les 911 traction intégrale offrent une conduite assurée quelque soit la saison. Pour un temps limité, les 911 (997) incluent le programme d'entretien Porsche (PSMP) de 3 ans / 45 000 km et ajouteront un sourire de satisfaction à chaque sortie. Contactez Porsche Prestige pour en savoir plus.

Porsche Prestige, on se déplace pour vous.

Votre concessionnaire Porsche du grand Montréal.



Porsche Prestige

3535, Côte-de-Liesse,
Montréal, QC H4N 2N5
514 356-7777
1-866-499-8911
porscheprestige.com | porsche-prestige.porschedealer.com



PORSCHE Prestige

3535, chemin Côte-de-Liesse,
St-Laurent, (514) 356.7777
www.porscheprestige.com

VOLKSWAGEN Gabriel

210, Route 132,
St-Constant, (450) 692.7777
www.vw.gabriel.ca

MAZDA Gabriel

5333, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, (514) 484.7777
www.mazdagabriel.com

TOYOTA Gabriel

3333, chemin Côte-de-Liesse,
St-Laurent, (514) 748.7777
www.gabriel.toyota.ca

SCION Gabriel

3333, chemin Côte-de-Liesse,
St-Laurent, (514) 256.7777
www.sciongabriel.com

AUDI Prestige

5905, autoroute Transcanadienne,
St-Laurent, (514) 364.7777
www.audiprestige.com

VOLKSWAGEN Prestige

925, boul. Marcel-Laurin,
St-Laurent, (514) 744.7777
www.vwprestige.com

MAZDA Président

7050, boul. Henri-Bourassa Est,
Anjou, (514) 328.7777
www.mazdapresident.com

TOYOTA Président

1920, rue Ste-Catherine Ouest,
Montréal, (514) 937.7777
www.president.toyota.ca

SCION Président

1920, rue Ste-Catherine Ouest,
Montréal, (514) 933.7777
www.scionpresident.com

AUDI Prestige D.D.O.

4600A boul. St-Jean,
D.D.O., (514) 426.7777
www.audiprestige.com

ACURA Gabriel

4648, boul. St-Jean,
D.D.O., (514) 696.7777
www.acuragabriel.com

NISSAN Gabriel

7010, boul. Henri-Bourassa,
Anjou, (514) 324.7777
www.nissangabriel.com

MITSUBISHI Gabriel

4550, boul. St-Jean,
D.D.O., (514) 695.7777
www.mitsubishigabriel.com

HYUNDAI Gabriel

7020, boul. Henri-Bourassa Est,
Anjou, (514) 329.7777
www.hyundaigabriel.com

LEXUS Gabriel

3303, chemin Côte-de-Liesse,
St-Laurent, (514) 747.7777
www.lexusgabriel.com

LINCOLN Gabriel

7100, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, (514) 487.7777
www.fordlincolngabriel.com

NISSAN Gabriel P.A.T.

12260, rue Sherbrooke Est,
P.A.T. (514) 645.7777
www.nissanpat.com

MITSUBISHI Prestige

7050, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, (514) 483.7777
www.mitsubishiprestige.com

HYUNDAI Prestige

6435, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, (514) 252.7777
www.hyundaiprestige.com

LEXUS Prestige

5770, boul. Taschereau,
Brossard, (450) 923.7777
www.lexusprestige.com

HONDA Gabriel

7000, boul. Henri-Bourassa Est,
Montréal, (514) 327.7777
www.hondagabriel.com

NISSAN Prestige

4777, rue d'Iberville,
Montréal, (514) 254.7777
www.nissanprestige.com

FORD Gabriel

7100, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, (514) 487.7777
www.fordlincolngabriel.com

HYUNDAI Président

4600B, boul. St-Jean,
D.D.O., (514) 624.7777
www.hyundaipresident.com

WWW.GABRIEL.CA

Visitez gabriel.ca pour découvrir les concessionnaires Gabriel, Prestige ou Président ou encore sous  Groupe Gabriel